La réforme électorale à l'Île-du-Prince-Édouard

par John Andrew Cousins

Les résultats électoraux asymétriques sont monnaie courante en politique prince-édouardienne. Depuis 1989, trois élections provinciales sur quatre ont vu le nombre de membres de l'opposition réduit à un ou deux. Dans ces trois cas, les partis d'opposition ont recueilli environ 40 % des suffrages et se sont retrouvés avec environ 5 % des sièges à l'Assemblée législative. De nombreux Prince-Édouardiens, soucieux du bien-être de la démocratie dans de telles circonstances, envisagent des modifications fondamentales au système électoral. Ils proposent plus particulièrement d'adopter un système de représentation proportionnelle, système qui est devenu la norme dans les États démocratiques européens, et récemment en Nouvelle-Zélande et en Écosse. Motivé par ce débat public, l'Institute of Island Studies a commandé un rapport de recherche dans lequel seraient étudiés les systèmes électoraux de rechange que pourrait adopter l'Île-du-Prince-Édouard. Le présent document est une version abrégée de ce rapport.

Les dernières élections provinciales illustrent parfaitement les lacunes du système électoral actuel et indiquent que l'Île-du-Prince-Édouard pourrait très probablement profiter de l'ajout d'un élément de représentation proportionnelle à ce système. Un tel apport ferait en sorte que l'Assemblée législative représente plus fidèlement les suffrages exprimés que les déformations engendrées par l'actuel système uninominal majoritaire à un tour. Il garantirait que la démocratie ne souffre pas de l'absence soutenue d'une opposition fonctionnelle efficace, situation qui, depuis la fin des années 80, est devenue la norme plutôt que l'exception. Il limiterait aussi l'effet disproportionné qu'entraînent d'infimes variations dans le vote populaire, tout en permettant à la culture politique de s'adapter aux changements politiques et sociétaux à long terme, tels que

l'émergence de nouveaux partis politiques. Enfin, il donnerait l'occasion à l'Î.-P.-É. de servir de modèle en réformant un système de scrutin majoritaire qui, comme beaucoup d'autres en Amérique du Nord, est gravement défectueux.

Le système électoral en vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard s'inspire du modèle britannique, souvent appelé système uninominal à majorité simple ou scrutin majoritaire. Chacune des 27 circonscriptions de l'Île est représentée par un membre de l'Assemblée législative (MAL). Ce dernier est élu à la majorité simple des voix, c'est-à-dire qu'il est élu s'il remporte plus de voix que tout autre candidat dans sa circonscription. Le parti qui remporte une majorité de sièges à l'Assemblée législative constitue le gouvernement. Quand aucun parti ne remporte la majorité, celui qui détient le plus de sièges forme un gouvernement minoritaire ou plusieurs partis peuvent former un gouvernement de coalition.

Voilà essentiellement le fonctionnement du système uninominal majoritaire à un tour. L'Amérique du Nord est si attachée à ce système que certains électeurs pourraient croire que c'est la seule façon de tenir des élections démocratiques. En fait, quelques anciennes colonies britanniques

John Andrew Cousins, originaire de l'Île-du-Prince-Édouard, est membre du Barreau de la Nouvelle-Écosse. Cette étude est préparée pour l'Institute of Island Studies à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard).

(principalement le Canada, les États-Unis et l'Inde) demeurent profondément fidèles à ce système de scrutin majoritaire, mais peu d'autres le sont. D'après une étude sommaire des systèmes électoraux dans le monde, les systèmes de représentation proportionnelle sont la norme dans les démocraties avancées comme celles qu'on retrouve en Europe du Nord et de l'Ouest. Dans les systèmes de représentation proportionnelle, les partis politiques détiennent un nombre de sièges à l'assemblée législative qui reflète leur pourcentage du vote populaire.

La représentation proportionnelle pourrait éventuellement remédier à certaines des lacunes que présente le système de scrutin majoritaire comme, par exemple, le fait que le pourcentage de sièges que détient un parti à l'assemblée législative ne correspond que rarement à son pourcentage du vote populaire, ce qui étonne certains des partisans du scrutin majoritaire. Ce dernier enfla l'appui du parti dominant et amoindrit celui des autres, ce qui entraîne des résultats qui ne reflètent pas le vote populaire. À l'Î.-P.-É., ces aberrations ont presque complètement rayé l'opposition de la carte législative. En effet, les vainqueurs des récentes élections ont tout remporté, y compris une majorité disproportionnée.

Le système de scrutin majoritaire permet à de petits glissements du vote populaire de changer entièrement la composition du gouvernement et de l'assemblée législative. Les « raz de marée » dont parlent les médias sont souvent la conséquence de ces petits glissements. Les libéraux ont remporté les élections provinciales de 1943 avec vingt sièges sur trente; un transfert de moins de cent voix à travers la province aurait permis aux conservateurs de remporter la majorité.

Politique électorale à l'Île-du-Prince-Édouard

La légende veut que la première assemblée de l'Île-du-Prince-Édouard se soit réunie dans une taverne de Charlottetown, en 1773. D'après le sergent d'armes qui a dû payer une amende de cinq shillings pour sa remarque, les dix-huit membres, élus par les hommes protestants de la colonie, formaient un « maudit parlement bizarre ». L'assemblée compte 24 membres à partir de l'entrée en vigueur de l'*Election Act de 1838*, puis 30 membres représentant 15 circonscriptions binominales, en 1856. La Chambre haute, appelée Conseil législatif, devenue élective en 1862, comprend six circonscriptions binominales et une circonscription uninominale.

Aux termes de la *Legislature Act de 1893*, les deux chambres s'unissent. Dorénavant, l'Assemblée législative est composée de quinze circonscriptions binominales dans lesquelles un MAL et un conseiller sont élus. Pour paraphraser l'ouvrage influent de Frank MacKinnon de 1951 intitulé *The Government of Prince Edward Island*, l'Assemblée avait (et a toujours) le mandat de permettre aux représentants du peuple d'adopter les lois qui régissent la province, d'exprimer leurs idées et

opinions à propos des affaires publiques et de louer ou critiquer les actions de l'organe exécutif.

année	Libéraux		PC		NPD/CCF	
	% sièges	% voix	% sièges	% voix	% sièges	% voix
2000	3	33,7	97	57,9	0	8,4
1996	30	44,7	67	47,7	3	7,9
1993	97	55	3	40	0	5
1989	94	61	6	36	0	3
1986	66	50,4	34	45,4	0	4
1982	34	45,6	66	53,9	0	0,5
1979	34	45,3	66	53,2	0	1,3
1978	53	51	47	48	0	1
1974	81	53,8	19	40,3	0	5,9
1970	84	58	16	42	-	-
1966	53	50,5	47	49,5	-	-
1962	37	49,3	63	50,7	-	-
1959	27	49,3	73	50,7	-	-
1955	90	55	10	45	-	-
1951	80	51,5	20	46,7	0	1,8
1947	80	49,8	20	45,8	0	4,3
1943	67	51,4	33	46,3	0	1,7
1939	90	53	10	47	-	-
1935	100	58	0	42	-	-
1931	40	48	60	52	-	-
1927	80	53	20	47	-	-
1923	16,7	44	83,3	52	-	-

L'Assemblée maintient sa composition jusque dans les années 60. En 1962, la commission royale sur la réforme électorale préconise une révision du système électoral. Le droit de vote pour élire les conseillers n'est plus exclusivement réservé aux propriétaires, mais les membres continuent d'être désignés conseillers ou MAL. L'Assemblée est ensuite composée de 32 membres représentant seize circonscriptions binominales.

Le système est modifié une fois de plus après la publication, en 1994, du rapport de l'*Election Act and Electoral Boundaries Commission*, qui recommande de redessiner la carte électorale afin d'y faire figurer trente circonscriptions uninominales. L'Assemblée législative choisit plutôt d'adopter une carte proposée dans un projet de loi d'initiative parlementaire. Il y a maintenant 27 circonscriptions uninominales dont les représentants sont élus, comme toujours, par scrutin majoritaire uninominal à un tour.

Sans vouloir trop généraliser, la culture politique prince-édouardienne a toujours été caractérisée par l'esprit de parti, la loyauté au parti et d'étroits liens entre les MAL et leurs électeurs. Dans le passé, cet esprit de parti était si fort que changer de parti revenait à commettre un acte de trahison ou de trahison presque aussi déshonorant que de se convertir à une autre religion¹. La taille de l'île était en partie responsable de cette culture. Les liens entre les électeurs et leurs représentants sont d'autant plus forts que le taux de résidents par MAL est faible : la population actuelle compte environ 140 000 électeurs et 27 représentants (ce qui revient à un peu plus de 5 000 habitants pour chaque MAL). Les habitants n'hésitent pas à appeler leur MAL, avec succès dans la plupart des cas. De leur côté, les MAL entretiennent des relations durables avec leurs électeurs.

On a dit qu'entre le parlement fédéral, l'assemblée législative provinciale et les gouvernements locaux, l'Île-du-Prince-Édouard a sans doute le gouvernement le plus structuré au monde². La population est faible — moins d'un demi pour cent de la population canadienne, à peine deux fois celle de 1850 — et relativement homogène. Depuis la Confédération, les politiques prince-édouardiennes n'ont généralement pas été façonnées par des conflits ethniques ou linguistiques, bien que ceux-ci soient prêts à faire surface. Le système électoral binominal a survécu jusque dans les années 90 pour, en partie, ménager les différences religieuses.

Le manque de proportionnalité entre la répartition des sièges à l'Assemblée législative et le vote populaire a toujours été caractéristique des élections à l'Î.-P.-É., mais n'a jamais été très problématique. Récemment, cependant, les petites différences dans le vote populaire se sont traduites par de larges écarts imprévus, et un troisième parti viable, le Nouveau Parti démocratique, fait concurrence aux libéraux et aux progressistes-conservateurs. En 1996, pour la deuxième fois seulement depuis 1923, le parti vainqueur n'a pas remporté la majorité du vote populaire. Les progressistes-conservateurs ont gagné les élections avec seulement 47,7 % des voix.

L'émergence d'un troisième parti et les variations de plus en plus grandes dans le vote populaire d'une élection à l'autre indiquent que la culture politique de l'île est en train de changer. Par conséquent, les lacunes du système à majorité simple deviennent d'autant plus apparentes, et menacent davantage le bon fonctionnement de la démocratie.

Les différents systèmes électoraux

Il serait erroné de penser qu'un système électoral n'est qu'un mécanisme technique qui n'influe pas sur la vie politique de tous les jours. Il a une incidence sur le résultat de toute élection, souvent de manière décisive.

Tout comme il influence la façon dont le vote populaire se traduit en nombre de sièges à l'assemblée, le système électoral influe sur la façon dont les gens votent. Le scrutin majoritaire en vigueur au Canada, par exemple, peut encourager les citoyens à voter de façon stratégique, c'est-à-dire pour le candidat qui semble avoir la meilleure chance de gagner, afin de garantir la défaite d'un autre candidat auquel ils s'opposent. Autrement dit, les électeurs ne voteront pas pour le candidat qu'ils soutiennent s'ils pensent que ce dernier n'a aucune chance de gagner. En revanche, la représentation proportionnelle peut encourager les électeurs à voter pour de petits partis qui ont de meilleures chances d'être représentés que dans l'actuel système uninominal majoritaire à un tour. Il est essentiel de tenir compte de l'influence d'un système électoral lorsqu'on choisit celui qui semble le mieux convenir à un ordre de gouvernement.

Les concepteurs d'un système électoral doivent tenir compte de plusieurs facteurs importants, dont, tout particulièrement, la méthode de dépouillement, ou formule électorale. Les votes peuvent être dépouillés selon le scrutin anglais (le système uninominal majoritaire à un tour) : c'est le candidat qui remporte le plus de voix qui est élu; selon le principe de la majorité : c'est le candidat qui remporte plus de la moitié des voix qui est élu; ou encore selon la représentation proportionnelle : plusieurs membres sont élus en fonction de la part du vote populaire qu'a remporté leur parti.

L'importance de la circonscription, soit le nombre de membres élus dans chaque circonscription, est un autre aspect principal. Par définition, les circonscriptions, dans les systèmes majoritaires ou à majorité simple, ne comptent qu'un représentant; dans les systèmes de représentation proportionnelle, en revanche, les circonscriptions sont composées de plusieurs membres (d'ailleurs, plus il y a de membres, plus la proportionnalité est possible). Parmi d'autres considérations, mentionnons le choix de différents candidats d'un même parti (dans les systèmes proportionnels) et la méthode de scrutin.

Les critères sont tous liés entre eux. Par exemple, la représentation proportionnelle veut que les circonscriptions comportent plusieurs membres et qu'il y ait beaucoup de choix entre les candidats d'un même parti.

Système majoritaire uninominal ou système uninominal à majorité simple

Le système uninominal majoritaire à un tour a pour effet d'accentuer l'importance du parti le plus fort en lui accordant

un nombre de sièges disproportionné par rapport à la quantité de suffrages exprimés en sa faveur. Cela peut arriver avec n'importe quel système électoral, mais c'est encore plus prononcé dans le scrutin majoritaire uninominal à un tour. Aux élections générales de 1993, les libéraux ont remporté 177 des 295 sièges à la Chambre des communes – soit environ 60 % – avec à peine 41 % des suffrages exprimés. Ils ont de nouveau accompli ce tour de force discuté en 1997. Leur part du vote national était alors tombée à 38 %, mais le parti avait conservé la majorité des 301 sièges à la Chambre, soit 155 (ou 51,5 %).

Lorsque le principal parti recueille la majorité des suffrages exprimés, et pas seulement la pluralité des voix, l'effet amplificateur peut être exagéré. Lors de l'élection provinciale de 1987, au Nouveau-Brunswick, le Parti libéral avait remporté la totalité des 58 sièges de l'Assemblée législative, avec 60 % des suffrages exprimés. En 1935, les libéraux de l'Île-du-Prince-Édouard avaient raflé tous les sièges avec seulement 58 % des voix.

Cet effet amplificateur a été décisif dans la répartition des sièges à l'issue de la plupart des élections tenues à l'Île-du-Prince-Édouard au cours de la dernière décennie. En 1989, les libéraux ont remporté 30 des 32 sièges (soit près de 94 %) avec 61 % des suffrages exprimés, et 31 des 32 sièges (soit environ 97 %) avec 55 % des voix, en 1993. En avril 2000, le Parti progressiste-conservateur, alors au pouvoir, a remporté un peu plus de 95 % des sièges (26 sur 27) avec environ 58 % des suffrages exprimés.

Les tenants du système uninominal à majorité simple affirment que celui-ci favorise la stabilité des gouvernements, puisqu'il permet de constituer des gouvernements majoritaires en prenant en compte les différentes minorités du vote national. Ceci reflète les valeurs électorales, plus particulièrement la conviction selon laquelle la création d'un gouvernement majoritaire – artificiellement, si nécessaire – est plus importante pour la politique que la représentation de la volonté des électeurs. C'est un choix qui appartient à chaque démocratie, même s'il n'est pas toujours fait consciemment. Plus souvent qu'autrement, les systèmes électoraux s'institutionnalisent jusqu'au point de devenir, en quelque sorte, des phénomènes naturels; cela empêche toute discussion de réforme. En vérité, on n'a jamais demandé aux électeurs canadien et prince-édouardien d'opter pour un système électoral qui fausse systématiquement leurs choix.

On pense souvent que le système uninominal majoritaire à un tour permet d'assurer la stabilité d'un gouvernement. Toutefois, il a été démontré qu'il n'y a pas de lien direct entre le système électoral et la stabilité politique. Au Royaume-Uni, l'Independent Commission on the Voting System (plus communément appelée commission Jenkins) a fait remarquer, en référence au parlement britannique, que le principal avantage du système uninominal à majorité simple, c'est-à-dire la formation d'un gouvernement unipartite exerçant un contrôle incontesté sur la Chambre des communes,

n'a prévalu que pendant 64 ans au cours des 150 dernières années³. Le bilan des élections fédérales canadiennes est un peu meilleur, mais le système permet à peine de former des majorités, puisqu'il n'y est parvenu que la moitié des fois entre 1921 et 1965, alors que le parti vainqueur n'avait pas obtenu la majorité des suffrages exprimés.

On dit que la simplicité constitue un autre avantage du système uninominal majoritaire à un tour. Défendre cet argument, c'est sous-entendre que les électeurs ne sont pas assez intelligents pour comprendre un système différent de celui auquel ils sont habitués et ignorer le fait que des systèmes plus complexes sont utilisés ailleurs dans le monde, apparemment sans dérouter les électeurs.

Censément, le système à majorité simple encourage les partis à faire des compromis et repousse l'extrémisme. Mais, là encore, une telle modération semble être davantage attribuable à la tradition et à la culture politiques d'un pays qu'au système électoral lui-même. En outre, le fait de tenir à l'écart les petits partis n'est pas nécessairement fait pour décourager « l'extrémisme ». De plus, maintenir les petits partis en dehors de l'assemblée législative peut servir les intérêts des partis jouissant d'une grande assise, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles les partis au pouvoir sont souvent réticents à l'idée de s'attaquer au système à majorité simple qui les a portés au pouvoir. Perpétuer ce système en dépit de la progression des petits partis ne fait que compliquer les choses, bien sûr, car utiliser ce système avec plus de deux partis a des effets encore plus pervers que lorsqu'il s'agit de répartir les sièges entre deux partis.

Enfin, les défenseurs du système à majorité simple vantent les avantages que procure le maintien de liens solides entre les députés et leur circonscription électorale. C'est d'ailleurs l'argument le plus convaincant en faveur de ce système. Personne ne souhaite se passer entièrement du lien géographique qui unit un député à ses électeurs. Lorsqu'on a réformé les systèmes à majorité simple pour les rendre plus proportionnels (comme en Nouvelle-Zélande), on a habituellement opté pour une certaine forme de représentation par circonscription électorale. Toute proposition visant à éliminer les circonscriptions géographiques à l'Île-du-Prince-Édouard ne mènerait nulle part, étant donné les liens traditionnellement étroits tissés entre les MAL et leurs électeurs et l'importance qu'accordent les MAL aux services rendus à leur circonscription. Il convient de savoir toutefois qu'il existe un profond conflit entre la notion de représentation territoriale et de représentation des partis⁴. Il est parfois difficile de savoir si un député est loyal d'abord envers son parti ou envers sa circonscription.

Systèmes à majorité absolue

Les systèmes électoraux à majorité absolue sont faits pour que les candidats ne soient pas élus sans le soutien de la majorité.

Selon Douglas Rae, la caractéristique essentielle de la règle des majorités, c'est que le parti vainqueur a fait échec à toute opposition; aucune combinaison des opposants ne peut égaler sa force numérique⁵. Il est important de ne pas confondre le principe de majorité absolue – qui ne garantit pas la proportionnalité –, avec la notion de représentation proportionnelle.

Il existe principalement deux méthodes pour atteindre la majorité absolue : le vote préférentiel et le scrutin à deux tours.

Dans un système fondé sur le vote préférentiel, les électeurs classent leurs candidats dans l'ordre de leur choix sur leur bulletin de vote. Le bulletin est valide dès lors que l'électeur a inscrit « 1 » devant le nom d'un candidat. Si aucun candidat n'a atteint la majorité des voix, le candidat qui a obtenu le moins de premiers choix est écarté et les bulletins de vote sont revus quant au deuxième choix exprimé. Ceux-ci sont alors reportés au compte des candidats qui demeurent en lice selon la préférence indiquée sur le bulletin. Dans certains systèmes, les candidats qui n'ont pas obtenu le pourcentage de suffrages requis sont éliminés à l'issue du premier tour. On répète ainsi le processus jusqu'à ce qu'un candidat ait obtenu la majorité absolue des voix.

Même si c'est un système électoral qu'on associe habituellement avec l'Australie, le vote préférentiel a également été en vigueur au Canada. C'est ce système qui a été utilisé aux élections de 1952 et 1953, en Colombie-Britannique, et les MAL des régions rurales de l'Alberta (entre 1926 et 1959) et du Manitoba (de 1927 à 1936) ont été élus grâce à ce mode de scrutin.

Dans un scrutin à deux tours, si aucun candidat n'atteint la majorité absolue, les candidats qui ont obtenu le moins de voix se retirent (soit automatiquement – pour les candidats qui n'ont pas obtenu un minimum de voix –, soit volontairement; cela dépend de la façon dont le système a été conçu). Les candidats restants (habituellement deux) se livrent bataille lors d'un deuxième tour de scrutin. Le candidat qui arrive en tête (avec la majorité absolue ou simple des voix) sort gagnant. Une variante du scrutin à deux tours est utilisée dans les élections présidentielles françaises : les deux candidats qui ont remporté le plus de voix au premier tour prennent part au second tour. Ceci permet de garantir qu'aucun président n'est élu sans la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le scrutin à deux tours a été critiqué, car on le juge très disproportionnel – bien plus que le système uninominal majoritaire à un tour –, coûteux et laborieux à gérer.

Systèmes de représentation proportionnelle

Les systèmes électoraux fondés sur la représentation proportionnelle diffèrent des systèmes décrits plus haut dans la mesure où ils se concentrent d'abord sur le principe de représentation et où ils cherchent à créer des assemblées qui reflètent fidèlement le profil et les désirs de l'électorat sur le

plan des partis, de la composition sociale et ethnique et de la répartition entre les sexes. En créant des assemblées législatives plus ou moins en fonction de la part du vote national qui revient aux partis, le système de représentation proportionnelle empêche le genre de résultat disproportionnel axé sur le gagnant unique que permet le système uninominal majoritaire à un tour.

Grâce à la représentation proportionnelle, il est plus facile pour les petits partis de faire élire des députés lorsqu'ils n'ont pas le soutien géographique requis pour gagner un siège dans une circonscription, même s'ils bénéficient d'un appui sur l'ensemble du territoire. Ainsi, le système de représentation proportionnelle est souvent défendu par ceux qui essaient de se faire une place dans un régime bipartite⁶. Le premier système de représentation proportionnelle est entré en vigueur en Belgique en 1899, parce que le développement d'un système tripartite rendait imprévisible le lien futur entre les suffrages exprimés et les sièges.

Un des effets subsidiaires de la représentation exacte des désirs de l'électorat, c'est que la représentation proportionnelle engendre plus souvent des gouvernements minoritaires ou de coalition que ne le fait le système uninominal majoritaire à un tour. Certains observateurs avancent que « la représentation par opposition à l'efficacité » est une dichotomie nécessaire et que les gouvernements stables et une représentation exacte ne peuvent coexister. Selon Maurice Duverger, si on disperse les électeurs entre de nombreux partis indépendants, le système de représentation proportionnelle empêche les citoyens d'exprimer un choix clair d'équipe gouvernementale. Les détracteurs du système de représentation proportionnelle citent fréquemment en exemple le cas de l'Italie, pays où la représentation proportionnelle a permis de créer un parlement avec plus de 40 partis et de provoquer des changements fréquents de gouvernement jusqu'aux réformes électorales de 1993. Ces critiques omettent souvent de mentionner qu'en 1993, l'Italie a remplacé le système de représentation proportionnelle de listes de partis par un système mixte avec dose de proportionnelle plutôt que par un système uninominal à majorité simple. Les défenseurs du système de représentation proportionnelle font remarquer que presque tous les gouvernements stables d'Europe du Nord et de l'Ouest ont été élus grâce à une certaine forme de représentation proportionnelle. Comme l'a écrit Henry Milner, l'expérience récente des pays européens montre que la répartition des sièges entre les partis, fondée sur la proportion de suffrages exprimés, n'aboutit pas obligatoirement à l'instabilité⁷. Le but est d'éviter tout assaut de petits partis à but unique qui reposent sur des assises étroites. On peut y parvenir en établissant un seuil, c'est-à-dire un pourcentage minimum de suffrages exprimés, nécessaire pour qu'un parti soit représenté proportionnellement au sein de l'assemblée législative.

Il a été démontré que la représentation proportionnelle, particulièrement dans sa forme de liste de parti, tend à faire

représenter un pourcentage plus élevé de femmes et de membres des minorités que ne le font le système majoritaire uninominal et les systèmes à majorité absolue. D'ailleurs, l'une des fonctions du système binominal de l'Île-du-Prince-Édouard était de permettre aux partis de présenter des candidats de toutes conditions sociales (axées sur la religion, par exemple) et d'horizons professionnels divers dans une même circonscription.

L'expérience canadienne du système de représentation proportionnelle est réduite, mais certains universitaires, journalistes et partis politiques exercent des pressions constantes pour que l'actuel système électoral canadien soit modifié. La représentation proportionnelle n'a été utilisée que de manière limitée dans certaines provinces de l'Ouest au début du siècle dernier, et les tentatives d'introduction au Québec dans les années 1970 et 1980 ont échoué. Les Canadiens tendent à faire campagne pour un système de représentation proportionnelle, particulièrement après des distorsions consternantes comme celles créées par les élections fédérales de 1980, qui avaient donné lieu à la formation d'un gouvernement libéral majoritaire dépourvu de sièges dans les provinces de l'Ouest, même si le nombre de suffrages exprimés en sa faveur dans cette région avait été important). Durant les années 1990, le malaise dans la culture politique avait suscité un regain d'intérêt pour une réforme du système électoral. En mai 2000, les députés ont commencé à discuter de la représentation proportionnelle pour la première fois depuis 1923, avec pour prétexte une motion présentée par le néo-démocrate Lorne Nystrom, dans laquelle il demandait l'introduction d'un élément de représentation proportionnelle dans le système électoral fédéral. En juillet 2000, l'Institut de recherche en politiques publiques indiquait que 49 % des Canadiens trouvaient le système électoral inacceptable, même s'ils n'avaient pas de solution de rechange particulière à proposer.

Types de représentation proportionnelle

Le vote unique transférable (VUT) est le système de représentation proportionnelle le plus souvent utilisé ou préconisé au Royaume-Uni et dans ses anciennes colonies, dont l'Irlande, l'Australie et Malte. La procédure de vote utilisée pour ce mode de scrutin ressemble à celle du vote préférentiel. En effet, tout comme pour celui-ci, le VUT exige que les électeurs classent les candidats en ordre de préférence sur leur bulletin de vote. Toutefois, contrairement au vote préférentiel, les circonscriptions où il y a VUT ont plusieurs représentants et chaque parti propose normalement autant de candidats qu'il y a de sièges à combler. Pour ce faire, on détermine le quotient de voix requis, lequel est calculé en divisant le nombre de voix par le nombre de sièges disponibles. Le candidat qui a reçu autant ou plus de voix que le quotient établi est élu. Si des sièges restent vides, les voix de surplus des

candidats déjà élus sont redistribuées selon les deuxièmes choix exprimés sur les bulletins de vote. Ce processus continue jusqu'à ce que tous les sièges de la circonscription aient été attribués.

Les principaux avantages du VUT sont le degré élevé de proportionnalité et le fait que les électeurs peuvent choisir entre différents candidats d'un même parti, plutôt que de se retrouver avec un seul candidat ou une liste déterminée par les huiles du parti. De même, le VUT engendre le gaspillage de moins de voix que les autres systèmes. Lors des élections irlandaises de novembre 1982, 83 % des suffrages exprimés avaient permis d'élire un candidat. Vernon Bogdanor fait une comparaison avec ce qui était arrivé dans la circonscription britannique de Barking en 1983 où environ 70 % des voix avaient été gaspillées.

Le VUT est le seul système de représentation proportionnelle jamais utilisé au Canada. Certains députés des régions urbaines de l'Assemblée législative d'Alberta ont été élus grâce au VUT entre 1926 et 1959, tout comme des députés de Winnipeg à l'Assemblée législative du Manitoba entre 1920 et 1953.

Le scrutin de liste a été désigné comme étant potentiellement la forme de représentation proportionnelle la plus juste, puisqu'il a été conçu pour que les candidats élus reflètent le plus possible l'opinion publique. Il exige de grandes circonscriptions multinominales. Dans chaque circonscription, tous les partis présentent une liste de candidats et les sièges sont attribués en proportion des suffrages exprimés. Ainsi, si un parti obtient 40 % des suffrages dans une circonscription où il y a 10 sièges, il a droit à quatre sièges, et ce sont les quatre premiers candidats figurant sur la liste de ce parti qui sont déclarés vainqueurs.

Avec le scrutin de liste, les candidats doivent obtenir un pourcentage minimum du vote populaire pour occuper des sièges. Ce minimum, ou seuil, vise à limiter l'influence de petits partis extrémistes ou de partis fragmentaires. Lorsque ces seuils sont très bas ou inexistantes (comme c'est le cas en Israël et comme ce l'était en Italie avant la diminution de la proportionnalité de son système), les petits partis disposent du potentiel pour dominer les parlements. C'est l'une des critiques courantes que l'on entend au sujet du scrutin de liste. Les opposants à ce système prétendent également qu'il encourage les gouvernements de coalition, car, comme n'importe quel système de représentation proportionnelle, il rend la majorité difficile à atteindre. En outre, ils font valoir que ce mode de représentation nuit aux liens établis entre les élus et les

électeurs, étant donné que les circonscriptions sont géographiquement grandes et qu'elles comptent plusieurs représentants. Enfin, ils considèrent que ce mode de scrutin accorde beaucoup trop de pouvoirs à la hiérarchie des partis, dans la mesure où c'est elle qui décide habituellement qui sera inscrit sur la liste et dans quel ordre.

Systemes électoraux mixtes

Un système électoral n'a pas à se fonder entièrement sur la représentation proportionnelle ou sur la majorité des voix. Certains éléments de proportionnalité et de majorité (simple ou absolue) peuvent être réunis dans un seul et même système. Comme l'a fait remarquer la commission Jenkins, un système mixte a l'avantage d'être souple. Compte tenu des choix effectués relativement à la proportion et à la répartition des sièges attribués selon le principe de la majorité et de ceux attribués selon celui de la proportionnelle, différents niveaux de priorité peuvent être accordés à la proportionnalité, d'un côté, et aux liens avec la circonscription, de l'autre. La forme la plus courante de système mixte est la représentation proportionnelle mixte (aussi appelée système correctif mixte) qu'on trouve en Allemagne, en Nouvelle-Zélande, en Écosse et au pays de Galles.

Selon ce système, l'électeur dispose de deux voix : l'une pour un membre de la circonscription et l'autre pour une liste de parti représentant plusieurs circonscriptions ou l'ensemble du territoire. Le nombre de sièges auxquels un parti a droit correspond à celui des voix obtenues par sa liste. Le nombre de sièges que remporte un parti dans les circonscriptions est déduit de ce total et le résultat est le nombre de sièges sur la liste attribués à ce parti. Si un parti remporte plus de sièges de circonscription que ceux auxquels il a droit en vertu du vote populaire, il conserve ce surplus et l'assemblée législative prend temporairement de l'expansion. Habituellement, à l'instar des systèmes fondés uniquement sur les listes de parti, un parti doit obtenir un certain pourcentage de voix ou un nombre minimum de sièges de circonscription pour avoir droit à la représentation proportionnelle à l'assemblée législative.

Quelques comparaisons internationales

L'Australie dément le mythe selon lequel les anciennes colonies britanniques développent inévitablement des systèmes électoraux de type Westminster. Tout comme le Canada, l'Australie est une fédération et, contrairement au Canada, l'Australie et les États qui la composent utilisent un mélange inspiré de systèmes électoraux à majorité absolue et de systèmes proportionnels.

Le système électoral le plus pertinent, dans la perspective de l'Île-du-Prince-Édouard, est celui utilisé en Tasmanie. Tout comme l'Île-du-Prince-Édouard, la Tasmanie est une petite île (comptant une population d'environ 472 000 habitants,

répartie sur 68 000 kilomètres carrés). Contrairement à l'Île-du-Prince-Édouard, la Tasmanie a un parlement bicaméral. La chambre haute, le conseil législatif, est élue par vote préférentiel et réunit les représentants de 15 circonscriptions électorales uninominales. La Tasmanie utilise le vote unique transférable pour les élections à la chambre d'assemblée (qui correspond à la chambre basse) avec 25 membres représentant cinq corps électoraux. Jusqu'en 1998, la chambre comptait 37 députés pour 7 électors. Cette diminution a été décidée à la suite des objections formulées par le Parti vert, qui prétendait que les travaillistes et les libéraux cherchaient la faille dans le système pour limiter l'influence des petits partis au parlement (comme les verts).

Le système électoral de la chambre basse allemande (le Bundestag) allie un système nominal à majorité simple axé sur des circonscriptions (pour la moitié des sièges) aux principes de représentation proportionnelle. Chaque électeur détient deux voix, une pour la circonscription et l'autre pour une liste de parti régionale (il y a une liste différente pour chaque land ou État). Les partis ne peuvent être représentés au Bundestag que s'ils ont trois députés élus dans des circonscriptions ou que s'ils obtiennent 5 % des suffrages exprimés au plan national. Le décompte des votes se fait en trois étapes : (i) on compte le nombre de voix (du scrutin de liste), afin de déterminer la répartition proportionnelle des sièges pour l'ensemble du pays; (ii) les sièges sont alors distribués entre les partis au sein de chaque land; (iii) dans chaque land, le nombre de sièges de circonscription est ensuite soustrait du nombre total des sièges alloués à la liste de ce parti à la suite de l'étape (ii). Le résultat correspond donc au nombre de sièges auxquels le parti a droit de par le scrutin de liste. Si le parti remporte plus de sièges que ceux auxquels il a droit selon la répartition proportionnelle des suffrages, il garde les sièges supplémentaires, de sorte que le nombre total de sièges au Bundestag est temporairement accru.

Le système allemand est habituellement celui que préfèrent les défenseurs de la répartition proportionnelle dans les pays du Commonwealth. La Nouvelle-Zélande a mis au point un modèle inspiré de l'exemple allemand et le système électoral des nouveaux parlements écossais et gallois suivent le modèle allemand. En outre, ceux qui prônent une réforme électorale au Canada ont souvent proposé un modèle inspiré du système allemand.

L'Islande utilise un scrutin de liste. Le parlement islandais (l'Althingi) compte 63 députés dans huit circonscriptions qui ont au moins cinq sièges chacune. La plupart des sièges de chaque circonscription sont répartis entre les partis en fonction du nombre de suffrages exprimés dans la circonscription; un quart est distribué selon le vote national. Il y a une disproportion entre les différentes circonscriptions électorales au détriment de Reykjavik, capitale et principale ville du pays, qui compte près de 60 % de la population mais moins de la moitié des sièges. Le système islandais exige un seuil peu

élevé; dans certaines circonscriptions, un candidat peut être élu avec 750 voix.

Malte, qui compte une population d'environ 400 000 personnes, a une chambre des représentants de 65 députés élus par vote unique transférable dans 13 circonscriptions de cinq sièges. Malte a adopté le VUT en 1921, avec l'appui du gouverneur britannique George Strickland, qui avait été impressionné par ce système utilisé en Tasmanie, où il avait été gouverneur antérieurement.

Le système électoral maltais présente plusieurs caractéristiques intéressantes. La première particularité est que Malte a un système bipartite très fort, contrairement à la réputation qu'a la représentation proportionnelle d'engendrer des trois partis. Il n'y a pas eu de concurrence sérieuse entre trois partis à Malte depuis 1966. La politique maltaise est très partisane et le vote est très également divisé entre les deux principaux partis. Les faibles majorités qui caractérisent les élections maltaises illustrent la capacité du vote unique transférable à assurer la victoire électorale d'un parti avec peu de voix, tout comme cela peut être le cas avec le système uninominal majoritaire à un tour. Après que cela est arrivé en 1981, Malte a modifié sa constitution pour permettre au parti qui remporte la majorité des suffrages exprimés, mais qui n'a pas la majorité des sièges, d'obtenir le nombre de sièges nécessaires pour avoir la majorité parlementaire.

La Nouvelle-Zélande a utilisé le système uninominal à majorité simple pendant 140 ans, même si elle a eu recours à deux tours en 1908 et 1911. En 1993, après deux référendums, la Nouvelle-Zélande a adopté un système proportionnel mixte inspiré du modèle allemand. Chaque électeur dispose d'une voix pour élire le député d'une circonscription et d'une autre voix pour une liste de parti. Pour siéger au parlement, un parti doit occuper un siège ou remporter 5 % du vote national. Cinq sièges sont réservés aux députés maoris. Soixante-cinq députés sont élus par les électeurs des circonscriptions uninominales et 55 autres à partir de listes de parti nationales.

Le nouveau système a fait l'objet de vives critiques après les élections de 1996, à un moment où les politiciens néo-zélandais manifestaient plus d'acrimonie que jamais, contrairement aux attentes des défenseurs du système proportionnel mixte. L'attitude du parti New Zealand First, qui avait passé deux mois derrière des portes closes à décider quel parti joindrait la coalition, avait provoqué la colère des électeurs, tout comme l'avait fait l'augmentation de la taille du parlement.

En même temps, la composition du nouveau parlement néo-zélandais était plus représentative que jamais dans l'histoire du pays, puisque 30 % des députés étaient des femmes et que des sièges avaient été réservés pour les députés maoris. Il était manifeste que les électeurs avaient profité de l'opportunité tactique pour diviser leur vote, et le nouveau système ne semble pas avoir engendré de confusion. On a toutefois perçu des signes de désillusion après s'être rendu compte que le nouveau système avait créé des « difficultés de

croissance dans le corps politique ». Néanmoins, une délégation envoyée en Nouvelle-Zélande par la commission Jenkins a conclu que, même si on avait tenu un autre référendum, les Néo-Zélandais auraient préféré modifier le système proportionnel mixte que de revenir au système uninominal à majorité simple. La Nouvelle-Zélande a tenu ses deuxièmes élections selon le système proportionnel mixte en novembre 1999.

Le parlement écossais, créé par la *Scotland Act 1998*, utilise un système de membres additionnels inspiré du modèle allemand. Sur les 129 députés que compte le parlement écossais, 73 sont élus dans les circonscriptions au moyen du système uninominal à majorité simple. Les 56 autres sont tirés de listes régionales (chaque région comprenant plusieurs circonscriptions) proportionnellement aux voix recueillies par chaque parti avec un deuxième bulletin. Les premières élections se sont tenues en mai 1999. Sept partis ont fait élire des députés. Trois d'entre eux n'en ont obtenu qu'un seul. Selon Iain McLean, l'introduction de la représentation proportionnelle au sein du parlement écossais a été facilitée par le fait qu'il s'agissait d'une assemblée nouvellement créée. Il n'y avait pas alors les forces du conservatisme et de l'inertie qui auraient pu nuire à un changement vers la représentation proportionnelle dans une assemblée bien établie.

Habituellement, on considère que la Grande-Bretagne est le bastion du système uninominal à majorité simple, mais en fait, le système, dans sa forme actuelle, n'a dominé le système électoral britannique qu'après la *Third Reform Act de 1884-1885*. En 1917, la Grande-Bretagne a failli introduire un système combiné inspiré du vote préférentiel et du vote unique transférable à la Chambre des communes. En 1976, la Hansard Commission on Electoral Reform recommandait un système proportionnel mixte. Actuellement, à part l'Écosse et le pays de Galles, qui recourent au système de membres additionnels, ainsi que l'Irlande du Nord, qui se sert du vote unique transférable, le Royaume-Uni utilise un système de représentation proportionnelle fondé sur des listes régionales pour les élections au Parlement européen. Plus radicale encore est la proposition de la commission Jenkins, instituée par le gouvernement travailliste en 1997. Après avoir examiné le paysage électoral au Parlement de Westminster, la commission a conclu que la Grande-Bretagne serait mieux servie par un système mixte à deux bulletins que l'on peut décrire comme un système de membres additionnels limité ou un système de vote préférentiel majoré. La majorité des députés (de 80 à 85 %) continueraient d'être élus dans une circonscription uninominale, les autres venant grossir leurs rangs pour équilibrer la représentation. Dans le cadre d'un système mixte comme celui-là, les représentants de circonscriptions seraient élus par vote préférentiel⁸.

Quelques scénarios de réforme électorale

Ce qui suit n'est qu'un ensemble de suggestions. Ni les propositions ni les calculs qui les illustrent ne représentent la forme précise que prendrait un système électoral remanié; il s'agit uniquement d'une esquisse. Le présent document se propose de présenter des arguments en faveur d'une modification du système électoral de l'Île-du-Prince-Édouard en vue d'y inclure un élément de représentation proportionnelle. Il ne faudrait pas croire qu'il s'agit d'un portrait mathématique exact de la façon dont un tel système fonctionnerait ou aurait fonctionné dans le passé.

Les résultats disproportionnés des quelques dernières élections à l'Île-du-Prince-Édouard militent fortement en faveur d'une réforme électorale. Prenons l'exemple des élections générales de 2000. Après avoir recueilli 57,9 % des suffrages populaires, le Parti progressiste-conservateur avait certes droit à une solide majorité, mais le système uninominal à majorité simple s'est surpassé et a accordé au gagnant 97 % des sièges. Les partis d'opposition, appuyés par 42,1 % des électeurs, n'ont remporté à eux deux qu'un seul siège.

Un résultat strictement proportionnel aurait donné 16 sièges aux progressistes-conservateurs, 9 aux libéraux et 2 aux néo-démocrates. Le Parti progressiste-conservateur aurait tout de même bénéficié d'une majorité confortable de cinq sièges. Ce résultat aurait façonné une assemblée législative plus saine tant pour les gouvernants que pour les gouvernés. Les suffrages exprimés en faveur de l'opposition n'auraient pas été quantité négligeable, et la répartition des sièges à l'Assemblée législative aurait reflété l'opinion populaire. De tels faits constituent un bon fondement pour soutenir qu'une modification du système électoral s'impose.

Avant de modifier le système électoral ou d'en élaborer un nouveau, il faut tout d'abord se demander ce que l'on souhaite que les élections accomplissent. Si nous voulons des gouvernements majoritaires à tout prix, le système actuel fonctionne admirablement bien (dans le contexte de l'Île-du-Prince-Édouard, en tout cas). Mais si l'on veut un système qui reflète les choix des électeurs, au lieu d'assimiler les suffrages exprimés à de vagues suggestions, il y a tout lieu d'envisager d'y ajouter à tout le moins une dose de proportionnalité. C'est la conclusion à laquelle nous sommes arrivés. Cela dit, une telle réforme n'a pas besoin d'être radicale; dans le contexte relativement traditionnel et conservateur de la culture politique et de la société de l'Île-du-Prince-Édouard, toute réforme radicale sera vraisemblablement rejetée d'emblée.

Un système fondé strictement sur la représentation proportionnelle, comme en Israël, aux Pays-Bas et en Irlande, n'obtiendra sans doute pas l'aval d'une majorité de Prince-Édouardiens. Vu le grand découpage qu'elle exige, la représentation proportionnelle avec scrutin de liste se traduirait sans doute par une diminution du nombre des circonscriptions.

A l'extrême, la totalité de l'île pourrait constituer une seule circonscription électorale. Plus vraisemblablement, il y en aurait quatre ou cinq, chacune dotée de cinq ou six députés. Ces circonscriptions pourraient s'aligner sur les limites des comtés ou sur celles des quatre circonscriptions électorales fédérales. Cependant, il faudrait, pour cela, éliminer les circonscriptions uninominales et, pour cette raison, il s'agit sans doute d'un scénario inacceptable. Toute proposition qui supprimerait entièrement la représentation des circonscriptions par des députés individuels à l'Assemblée législative ne serait sans doute pas prise au sérieux. Même les réformes les plus radicales proposées à l'*Election Act and Electoral Boundaries Commission* n'envisageaient pas l'élimination ou le rapetissement des circonscriptions géographiques de cette manière. La commission Jenkins, en Grande-Bretagne, dont le mandat était d'élaborer un système électoral à plus fort coefficient de proportionnalité que le système uninominal majoritaire à un tour, sans pour autant rompre le lien député-circonscription, a été confrontée au même dilemme. Et c'est surtout pour cette raison que le scrutin de liste sans compensation semble inapproprié pour l'Île-du-Prince-Édouard.

Quant au scrutin par vote unique transférable (VUT), il comporte également ses propres problèmes. Lui aussi exige des circonscriptions réunissant trois, quatre, cinq sièges ou plus. La plupart des circonscriptions irlandaises où s'applique le VUT comptent trois ou quatre sièges; quant aux circonscriptions de Malte et de Tasmanie, elles sont représentées par cinq députés chacune. L'Île-du-Prince-Édouard ne pourrait soutenir plus de cinq ou six circonscriptions de cinq députés élus par VUT. Cela semble encore là une déviation inacceptable du principe « une circonscription, un député ». Le vote unique transférable est aussi affligé d'une procédure de dépouillement du scrutin compliquée, et les bulletins de vote s'apparentent à « Guerre et paix ». Si trois partis présentent des candidats dans une circonscription de cinq sièges, l'électeur est obligé de classer une quinzaine de noms de candidats. Par ailleurs, le VUT procure un degré de souplesse que le scrutin de liste peut difficilement offrir, étant donné qu'il permet aux électeurs de choisir parmi différents candidats d'un même parti au lieu de les obliger à voter pour une liste de candidats. Cela dit, il convient de noter qu'il existe des scrutins « à liste panachée », qui permettent aux électeurs de modifier l'ordre des noms sur une liste de parti. Au bout du compte, cependant, la grande taille des circonscriptions et la complexité qui caractérisent ce mode de scrutin en font une option peu attrayante pour l'Île-du-Prince-Édouard.

Si l'on met de côté le scrutin de liste et le scrutin par vote unique transférable, le choix le plus prometteur pour un nouveau système est la représentation mixte proportionnelle plus ou moins inspiré des modèles utilisés en Allemagne, en Nouvelle-Zélande, en Écosse et au pays de Galles.

Un tel système fonctionnerait comme suit : l'Assemblée législative serait partagée entre un nombre réduit de sièges de circonscriptions uninominales auquel s'ajouteraient des sièges soumis à la proportionnelle à partir des listes de parti. Ces derniers seraient considérés comme des sièges « complémentaires ». Les sièges comblés au moyen de la liste compenseraient, du moins en partie, les résultats disproportionnés des luttes de circonscription. Par exemple, on pourrait avoir une assemblée législative composée de 30 députés, dont 20 seraient élus dans des circonscriptions uninominales et 10 à partir de listes de parti selon le pourcentage des voix accordées aux formations politiques. Plusieurs témoins qui se sont présentés devant l'*Election Act and Electoral Boundaries Commission* ont proposé des variantes de cette approche.

Un système mixte, qui conserve la circonscription uninominale tout en y ajoutant une dose de proportionnalité pour garantir une opposition respectable, est l'option la plus susceptible d'être acceptée à l'Île-du-Prince-Édouard.

Il resterait certaines questions techniques à résoudre, notamment celle de savoir s'il convient d'utiliser un bulletin de vote ou deux. Si l'on optait pour deux bulletins, l'un servirait à l'élection d'un candidat de circonscription et l'autre d'un candidat figurant sur la liste de parti. L'avantage du bulletin unique, c'est qu'il n'exigerait pas de changement de procédure. Tout le monde voterait pour le représentant de la circonscription et le calcul des voix se ferait probablement à l'échelle de l'Île, à partir des résultats dans l'ensemble des circonscriptions. Les sièges assujettis au scrutin de liste seraient alors répartis selon les suffrages exprimés dans toute la province.

Il serait également nécessaire d'établir un seuil électoral, c'est-à-dire un pourcentage minimum des voix nécessaires pour qu'un parti puisse s'approprier les sièges que lui réserve la proportionnelle. Dans les scrutins de liste sans compensation, les seuils vont de moins de 1 % aux Pays-Bas à 10 % dans les Seychelles. Dans les systèmes de proportionnelle à députation mixte en vigueur en Allemagne et en Nouvelle-Zélande, le seuil s'établit à 5 %, mais on a prévu une « porte arrière » qui assure à un parti la représentation proportionnelle s'il réussit à faire élire un nombre donné de députés de circonscription (trois en Allemagne, un en Nouvelle-Zélande). Un seuil établi entre 5 à 10 % pourrait fort bien convenir à l'Île-du-Prince-Édouard. À l'heure actuelle, le tiers parti recueille environ 8 % des voix, et rien ne laisse entrevoir l'émergence d'autres partis. Compte tenu de la petite taille de l'Île-du-Prince-Édouard et de

l'absence de clivages internes qui la caractérisent, on pourrait laisser tomber cette pratique de la « porte arrière ». Habituellement, elle est prévue pour donner aux partis régionaux (dans l'ex-Allemagne de l'Est, par exemple) une chance équitable de siéger au Parlement.

En se fondant sur de multiples d'hypothèses, on peut se faire une idée des résultats qu'aurait donné un système mixte comme celui-là lors des élections provinciales de 2000. Pour simplifier les choses, nous supposons que l'assemblée législative a été élargie à 30 sièges, dont 20 rattachés à des circonscriptions uninominales et 10 comblés à partir de listes de parti d'envergure provinciale. Nous prendrons également en compte un seuil de représentation proportionnelle fixé à 8 % (ce qui est environ le niveau des appuis recueillis par le NPD lors des deux dernières élections provinciales). Si les pourcentages des sièges de circonscription remportés par chaque parti demeuraient les mêmes que lors des élections proprement dites, les 97 % du Parti progressiste-conservateur se seraient traduits par 19 des 20 sièges de circonscription, le dernier allant aux libéraux. Pour ce qui est des sièges de liste, les voix exprimées en faveur du Parti progressiste-conservateur (57,9 %) lui auraient probablement valu six sièges, alors que le Parti libéral, avec 33,7 %, en aurait récolté trois et le NPD aurait pris le dernier siège avec ses 8 % d'appuis. Au total, nous pouvons postuler que l'assemblée législative aurait été composée de vingt-cinq députés progressistes-conservateurs (83,3 %), quatre libéraux (13,3 %) et un néo-démocrate (3,3 %).

Il s'agit là d'un résultat qui, s'il demeure disproportionné, est néanmoins beaucoup plus équilibré que celui que nous a offert le système uninominal majoritaire à un tour. En outre, à l'étape de la conception du système, il serait possible d'ajuster le degré de proportionnalité en augmentant ou en diminuant le nombre de sièges de liste et en redistribuant en conséquence les circonscriptions uninominales. Plus le nombre de sièges de liste sera élevé, plus grande sera la proportionnalité. Par exemple, si la moitié des sièges (15 sur 30) était répartie selon un mode de représentation proportionnelle, les progressistes-conservateurs auraient remporté neuf sièges de liste et 14 sièges de circonscription, pour un total de 23 (76,7 %); pour leur part, les libéraux auraient récolté une circonscription et cinq sièges de liste, pour un total de six (20 %); et les néo-démocrates auraient remporté un seul siège de liste (3,3 %).

Nous pouvons également envisager d'émuler plus étroitement le système allemand. Il y a une chose que l'on néglige parfois dans les discussions au sujet du système à députation mixte. C'est que, en dépit de sa nature « mixte », il offre une proportionnalité pratiquement parfaite. Cela est attribuable au fait que les votes exprimés pour les candidats du scrutin de liste déterminent le nombre de sièges auquel chaque parti a droit. Les députés de liste comblent simplement la différence entre le total et le nombre de sièges de

circonscription remporté par chaque parti. Si un parti remporte davantage de sièges de circonscription que l'y autorisent les suffrages exprimés, il conserve les sièges additionnels, et l'assemblée législative est temporairement élargie. Si l'on applique ce modèle à l'Île-du-Prince-Édouard, en supposant qu'il y aurait eu 15 sièges de liste et 15 sièges de circonscription, les dernières élections auraient donné à peu près les résultats suivants : le Parti progressiste-conservateur, avec 57,9 % des suffrages, aurait eu droit à 17 des 30 sièges. S'il avait déjà remporté 97 % des sièges de circonscription (c.-à-d. 14 sur 15), les trois sièges supplémentaires auraient été comblés au moyen du scrutin de liste. Ayant recueilli 33,7 % des voix, le Parti libéral aurait recueilli 10 sièges; s'il avait gagné un siège de circonscription, il aurait pu nommer neuf députés à partir de sa liste. Enfin, fort des 8,4 % des voix exprimées en sa faveur, le Nouveau Parti démocratique aurait raflé trois sièges de liste. Des trois options examinées ici, c'est celle qui affiche, et de loin, le plus fort coefficient de proportionnalité.

Il est clair qu'un élément de proportionnalité – même s'il ne s'agit que d'un pourcentage relativement faible du nombre total de sièges – pourrait assurer un équilibre plus représentatif des partis à l'Assemblée législative, ainsi que la présence d'un nombre suffisant de députés d'opposition pour empêcher que se répète l'expérience des assemblées quasi unipartites que nous avons connues depuis dix ans.

Notes

1. Jean Halliday MacKay, *The Home Place: Life in Rural Prince Edward Island in the 1920s and 30s*, Charlottetown, The Acorn

Press, 1999, p. 128. Voir aussi Wayne E. MacKinnon, « Island Politics and Government », Harry Baglole, éd., *Exploring Island History: A Guide to the Historical Resources of Prince Edward Island*, Belfast (Î.-P.-É.), Regweed Press, 1977, p. 68-69; Marlene Russell Clark, *The Franchise in Prince Edward Island and its Relation to Island Politics and other Political Institutions*, thèse de maîtrise non publiée, Université Dalhousie, 28 août 1968, p. 2-3.

2. Marlene Russell Clark, « Island Politics », F.W.P. Bolger, éd., *Canada's Smallest Province: A History of P.E.I.*, Prince Edward Island 1973 Centennial Commission, 1973, p. 290; Frank MacKinnon, « Big Engine, Little Body », Martin Robin, éd., *Canadian Provincial Politics: The Party Systems of the Ten Provinces*, Scarborough (Ont.), Prentice-Hall of Canada, 1978, p. 222-247.
3. *The Report of the Independent Commission on the Voting System*, Londres, The Stationary Office, 1998, par. 47.
4. Vernon Bogdanor, *What is Proportional Representation? A Guide to the Issues*, Oxford, Martin Robertson, 1984, p. 195.
5. Douglas W. Rae, *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1967 (rév. 1971), p. 15-39.
6. J. Denis Derbyshire et Ian Derbyshire, *Political Systems of the World*, New York, St. Martin's Press, 1996, p. 76-77.
7. Henry Milner, « Obstacles to Electoral Reform in Canada », *The American Review of Canadian Studies*, vol. 24, no 1 (printemps 1994), p. 42.
8. *The Report of the Independent Commission on the Voting System*, recommandations 1 et 2. Sur Internet : <http://www.archive.official-documents.co.uk/document/cm40/4090/chap-9.htm>.

Note de la rédaction : Cette étude a été présentée au comité législatif spécial de l'Île-du-Prince-Édouard sur l'*Election Act*, qui a été créé en juin 2000 sous la présidence du député James Bagnall. Après avoir tenu des audiences, le comité a déposé son rapport final le 24 avril 2001. Il a formulé un certain nombre de recommandations concernant l'administration de l'*Election Act*. Le comité a conclu qu'il y avait de trop nombreuses questions sans réponse pour recommander la mise en œuvre d'un système de représentation proportionnelle. Par conséquent, il a réclamé d'Élections PEI qu'il examine les systèmes de représentation proportionnelle qui existent ailleurs, en s'attachant particulièrement à des instances de taille comparable. Après le dépôt de ce rapport, le comité a recommandé que les Prince-Édouardiens soient largement consultés au sujet d'un ou de plusieurs systèmes spécifiques.

En décembre 2001, Elections PEI a présenté un rapport sur la représentation proportionnelle qui renfermait trois scénarios possibles, mais aucune recommandation, si ce n'est la suivante : " toute décision exécutoire privilégiant un système par rapport à un autre devrait être prise à l'issue d'un référendum provincial précédé d'une campagne impartiale d'éducation publique au sujet des enjeux liés à ce choix " [TRADUCTION].